

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21938 - 81ÈME ANNÉE

## Convocation de la plus importante instance du Parti annoncée

### Section PCR de Sainte-Suzanne : « 11e Congrès prévu en mai 2026 »



Voici un communiqué de presse de la section PCR de Sainte-Suzanne où Maurice Gironcel annonce qu'il ne sera pas candidat pour les élections municipales en Mars 2026. La Section PCR de Sainte-Suzanne annonce surtout la tenue du 11e Congrès du PCR en mai prochain. Cette décision concerne l'ensemble du Parti communiste réunionnais.

La Section PCR de Sainte-Suzanne annonce la tenue du Congrès du PCR en mai prochain, c'est l'information principale du communiqué daté du 1er décembre et diffusé ce 2 décembre annonçant notamment que Maurice Gironcel ne sera pas candidat aux prochaines élections communales à Sainte-Suzanne :

« Sainte-suzanne : Maurice Gironcel

#### ouvre une transition politique

Dans un contexte marqué par des tensions budgétaires et une accumulation de crises sociales, environnementales, agricoles et institutionnelles, Maurice Gironcel souhaite clarifier publiquement sa position politique et les perspectives qu'il ouvre pour Sainte-Suzanne et pour le Parti Communiste Réunionnais.

#### La défense de ses droits, un principe fondateur

Face aux spéculations, Maurice Gironcel réaffirme que la défense de ses droits s'exerce strictement dans le cadre légal.

Les procédures engagées, parfaitement légales et suspensives, lui permettent de poursuivre l'exercice de ses mandats et donc d'assurer la continuité des services publics normalement.

Cette clarification s'inscrit dans une conception exigeante qui rappelle que chaque citoyen, et chaque élu, est légitime à faire valoir les voies de recours prévues par la loi.

### Une transition politique assumée

Maurice Gironcel a annoncé son choix de ne pas solliciter un nouveau mandat en 2026, alors même qu'il en avait la possibilité et le soutien populaire. Fort de son bilan et de son parcours, de nombreux habitants et militants avaient d'ailleurs exprimé leur souhait de le voir solliciter un nouveau mandat.

Maurice Gironcel a pris la décision de ne pas être candidat et d'ouvrir une transition politique.

Ce choix n'est ni un retrait, ni une contrainte : c'est une décision volontaire, prise pour ouvrir la voie à une nouvelle génération de militantes et militants et garantir la continuité des idées et du projet communiste porté depuis Lucet Langenier en 1980.

Cette transition s'inscrit dans la méthode de travail de Maurice Gironcel : partage des responsabilités, unir les générations, faire confiance et accompagner une nouvelle équipe.

### Refus des aventures individuelles

Dans un paysage politique trop souvent marqué par les candidatures personnelles sans vision, Maurice Gironcel a rappelé la nécessité de protéger Sainte-Suzanne des dérives opportunistes.

La commune s'est construite sur des luttes collectives et une fidélité au progrès social.

Fidèle à l'héritage de Paul Vergès, Sainte-Suzanne s'est construite par des générations de militantes et de militants communistes, et doit continuer à servir la population avant toute autre considération.

### Un appel à l'union de la gauche

Confrontés à la montée de l'extrême droite, des tensions sociales et à la fragilisation des politiques publiques, les territoires ont besoin de stabilité et de cohérence.

Dans cette perspective, Maurice Gironcel appelle solennellement à l'union des forces de gauche et progressistes pour les prochaines municipales.

L'histoire de Sainte-Suzanne montre que les plus grandes avancées ont toujours été obtenues lorsque les forces de progrès ont su dépasser les divisions pour agir ensemble au service de la population.

Pour nous, l'union n'est pas un slogan : c'est un impératif politique.

### Un choix collectif pour les municipales

Conformément à la culture démocratique du Parti Communiste Réunionnais, la désignation de la candidature pour les municipales se fera collectivement, avec Maurice Gironcel, « au sein de la section PCR de Sainte-Suzanne.

La décision sera présentée aux adhérentes et adhérents lors d'une rencontre militante le lundi 15 décembre 2026.

Ce processus reflète les Valeurs du parti : débat, transparence, sens du collectif et légitimité militante.

### Le combat continue

Maurice Gironcel entend poursuivre pleinement son engagement politique aux côtés de la population de Sainte-Suzanne et de La Réunion.

Son rôle, désormais, est d'accompagner la transition qu'il ouvre, de soutenir les nouvelles forces militantes et de garantir que les valeurs de progrès, de solidarité et de justice sociale restent au cœur de notre projet commun.

C'est dans cet état d'esprit que Maurice Gironcel, Secrétaire Général du PCR est pleinement engagé dans la préparation du 11e Congrès prévu en mai 2026.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

# Quelle réparation pour les descendants des victimes de l'esclavage à La Réunion ?

L'exemple du Suriname, où les descendants d'esclaves ont accepté les excuses du roi des Pays-Bas accompagnées d'un fonds de 66 millions d'euros rappelle qu'à l'approche du 20 décembre la question des réparations reste centrale. Reconnaissance, justice historique et actions concrètes demeurent essentielles pour répondre aux héritages persistants de l'esclavage à La Réunion et doivent donc être au coeur de la commémoration de l'abolition de l'esclavage dans notre pays.

À l'approche du 20 décembre, date qui marque à La Réunion l'abolition de l'esclavage en 1848, la question des réparations demeure une interpellation majeure pour les sociétés héritières de la traite et de l'exploitation. L'actualité internationale rappelle combien ce débat dépasse les frontières, comme en témoigne la décision récente des descendants d'esclaves et des peuples autochtones du Suriname d'accepter officiellement les excuses du roi des Pays-Bas pour l'esclavage pratiqué dans l'ancienne colonie.

## « Coopérer à la guérison et à la restauration »

Le 1er décembre, lors d'une cérémonie rapportée par les Services de communication du Suriname, le représentant des communautés autochtones, Wilgo Ommen, a déclaré : « Nous acceptons les excuses et la demande de pardon dans la pleine conviction que le roi, avec une conscience claire, souhaite coopérer à la guérison et à la restauration. » Ces mots résonnent profondément dans un pays où l'esclavage a structuré pendant des siècles l'économie de plantation mise en place par les colons néerlandais. Ils rappellent aussi que l'acceptation du pardon ne clôt pas l'histoire, mais ouvre un nouveau chapitre : celui de la reconstruction, de la réparation symbolique et matérielle.

Les Pays-Bas avaient présenté des excuses officielles à travers l'ancien Premier ministre Mark Rutte en décembre 2022, avant que le roi Willem-Alexander ne fasse de même en 2023. Le geste symbolique s'est accompagné d'un acte concret : l'annonce, par le ministre néerlandais des Affaires étrangères David van Weel, d'un fonds de 66 millions d'euros destiné à financer des projets sociaux pour les descendants d'esclaves et les peuples autochtones. Ce soutien vise notamment à réduire les inégalités persistantes

nées de siècles de domination coloniale et de discrimination systémique.

Cet exemple surinamais offre un miroir saisissant pour La Réunion, où le 20 décembre ne doit pas être qu'une fête. Car si l'abolition fut proclamée en 1848, l'empreinte de l'esclavage demeure profonde : dans les structures sociales, dans la répartition des richesses. À l'instar du Suriname, les descendants d'esclaves et les populations marginalisées portent encore, souvent silencieusement, les séquelles de cette histoire longue où elles ont par exemple perdu leur nom.

## La mémoire ne peut être dissociée des responsabilités actuelles

La question des réparations ne se résume pas à une indemnisation financière. Elle touche à la reconnaissance, à la transmission, à la justice historique. Elle implique d'interroger les héritages de domination, de repenser les politiques publiques. Le Suriname, en acceptant les excuses royales mais en exigeant des actions concrètes de « guérison et de restauration », rappelle que la mémoire ne peut être dissociée des responsabilités actuelles.

Pour La Réunion, l'approche du 20 décembre invite une fois encore à poser les bonnes questions : comment réparer ce qui a été détruit ? Comment réduire les inégalités héritées ? Comment reconnaître pleinement celles et ceux dont les ancêtres ont façonné l'île au prix de leur liberté et de leurs vies ?

L'exemple surinamais montre qu'un pays peut articuler mémoire, excuses et reconstruction. Il suggère qu'un dialogue sincère, guidé par la justice et la compréhension mutuelle, peut ouvrir la voie à des formes de réparations adaptées aux réalités locales. Alors que l'île s'apprête à commémorer l'abolition, ce modèle international rappelle que la réparation n'est pas un luxe, mais une nécessité pour construire un avenir véritablement partagé.

**M.M.**

# Oté

## Lé fine tar, lé fine bien tar, mé lé pankor tro tar

Mézami, mi sort rolir in pé in louvraz dsi Paul Vergès. Lo liv i apèl : « Paul Vergès... Du rêve à l'action ». Sa in liv la parète l'ané 2007 é sé Brigitte Croisier, militante la travaye lontan avèk Paul, la fé lo tour bann zidé nout kamarad épi zot rapor avèk son l'akssion...

Mi souètré in n'afèr, mi yèmré toute demoune do pré konm de loin i rovandik la paternité politik nout parti, ébin zot i pran liv-la, zot i étidyé épi zot i rann azot kont par zot mèm la rishèss lo bann zidé épi zot fors konm zoutiye pou transform la réalité par l'akssion.

Mézami, pou sak la pankor lir bann zékri nout kamarad, i fo zot i pran an kont lo va-é-vien rant lo bann zidé épi l'akssion épi viss-vèrsa... Mi panss mwin la fine anparl azot in gran rényoné la viv dann diznévyèm syèk é li téi apèl Nicole Robinet de La Serve (1791- 1842) é li ossi, dann tout son l'akssion piblik, li la touzour fé lo bann z'alé rotour obligatoir rante la téori épi la pratik-la panssé épi l'akssion-akoz pa rant lo rev épi l'akssion, in kozman i sava bien avèk la personnalité Paul Vergès..

Astèr si zot i permète amwin dir in n'afèr : zot i koné koméla nout parti kominiss rényoné néna problèm é nout problèm pé s'fèr li lé né fote d'inn bone konéssans bann zidé épi bann shantyé nout parti épi son bann kréatèr la mète an plass an suivan la métode mi apèl : « in bon gaturaz rant la téori épi la pratik. » avèk l'amour nout péi épi lo sanss lintéré zénéral.

Pou mwin si bann zidé lé just mé i fo ni méfyé bann zidé mantèr, épi si i mète azot an aplikassion korèktoman, lo rest sé in n'afèr d'tan, in n'afèr d'volonté, in késtyonn sakrifiss, épi la kapassité pou rézisté san konté in bon rolassion avèk lo pèp dann lakssion révolissyonèr.

Aprés ni pé dir lé fine tar, lé mèm bien tar, mé la pa tro tar. Alon étidyé liv mi sorte an parlé é prann ali konm in guide ékléré dan la lite ni doi améné.

A bon antandèr salu !

*Justin*

NB Brigitte Croisier(1946-2020) la fine pass l'ote koté d'la vi. Son liv la parète dann l'océan éditions.